



Contre les Féminicides et toutes les violences :

N'attendons pas après le gouvernement !

Appel à mobilisation nationale le 3 octobre et au delà !

Mardi 3 septembre le gouvernement lançait le Grenelle contre les violences conjugales, alors que le nombre de féminicide dépassait le chiffre symbolique de 100 femmes tuées depuis le début de l'année. Dans sa déclaration, Édouard Philippe a présenté ce qu'il appelle des premières « mesures d'urgences », en attendant la fin du Grenelle. En réalité, ces mesures ne répondent pas à l'urgence et laissent entendre que le gouvernement pratiquera l'enfumage jusqu'au 25 novembre et au-delà. Si certaines des propositions pourraient être des avancées, la majorité sont hors-sol et ne rentreront pas en application avant 2020 ou 2021... on est loin de l'urgence.

Ainsi, réaliser un audit des commissariats et des gendarmeries pour savoir ce qui ne fonctionne pas dans la prise en charge des victimes de violences conjugales, quand 40 années de militantisme de terrain par les associations permettent de savoir cela depuis longtemps, c'est de la temporisation.

De même, proposer l'ouverture de 1000 places d'hébergement d'urgence supplémentaire à l'horizon 2021 alors qu'il en faudrait au moins 5000 démontre d'une politique non-ambitieuse sur le sujet. Surtout, le gouvernement ne propose que des mesures répressives, en réactions aux violences, et rien sur la formation ou l'éducation. Et pas un mot sur les femmes sans papiers, celles qui subissent le racisme au quotidien ou les femmes trans, toutes celles, déjà marginalisées dans la société, qui n'ont aucun moyen de dénoncer les violences qu'elles pourraient subir dans leur couple...

Tout cela est à des années-lumières des revendications portées par les associations féministes qui combattent les violences faites aux femmes, qui sont claires et connues depuis des années : plus de moyens pour les associations et les lieux d'accueils, des possibilités d'hébergement sans conditions, l'accès gratuit à un suivi médical et psychologique, un traitement réel des plaintes et des appels des victimes, la réduction des délais et la simplification des procédures judiciaires, le respect de la loi, la prévalence de la présomption de culpabilité, l'éloignement de l'agresseur, de véritables campagnes nationales de prévention, des formations à tous les étages des professionnel-le-s, une autre politique d'éducation nationale intégrant l'apprentissage au respect des autres, au consentement et contre les discriminations...

Ce faisant, le gouvernement démontre que sa tentative de se racheter une conscience féministe n'est qu'un leurre, une volonté de paraître plus social après presque un an de crise des Gilets Jaunes. Par ailleurs, en annonçant que les moyens n'étaient pas le sujet du Grenelle, le message est clair : il compte prendre des mesurette, à la marge. Il n'y a pas de convictions sans moyens, et la politique générale du gouvernement doit aussi nous alerter sur ses réelles intentions.

La casse du code du travail et l'assouplissement des conditions de licenciements précarise toujours plus les femmes, et isolent toujours plus celles qui vivent des violences. Les réformes des retraites, du chômage et des services publics vont être autant d'entraves aux possibilités d'autonomie des femmes victimes de violences : comment quitter le foyer lorsqu'on a pas d'argent ? Partir avec ses enfants lorsque l'école est à 50 km ou qu'il n'y a plus de ligne de train pour sortir de son village ?

De même, les attaques sur la santé sont des marqueurs que les annonces d'Édouard Philippe ne sont que du vent. Ainsi, il promet de faciliter les dépôts de plaintes à l'Hôpital. Mais comment permettre cela lorsque les patient-e-s s'entassent dans les couloirs ou qu'ils/elles ne sont pas reçus, faute de place ? Comment permettre un réel suivi des femmes victimes de violences quand ce qui prime désormais à l'hôpital, c'est la rentabilité et donc la rapidité des soins plutôt que la qualité et l'écoute ?

Nous, assemblées, collectifs, associations féministes, organisations syndicales, associatives ou politiques, nous n'attendrons pas le rendu du Grenelle pour constater que le gouvernement n'aura rien fait.

Nous n'attendrons pas après ce gouvernement qui met seulement 1 million pour les associations qui luttent contre les violences faites aux femmes et 5 millions pour 1000

places d'hébergement quand dans le même temps il annonce une levée de fond de 5 milliards d'euros pour financer la technologie française !

La réponse, contre les féminicides, les violences conjugales et toutes les violences de genre, doit être collective et passera par la lutte. Parce que les féminicides ne sont pas des faits isolés et qu'ils s'inscrivent dans un système global qui permet et maintient l'oppression des femmes, nous devons mener une lutte féministe efficace et effective.

Dès à présent, nous devons œuvrer à la construction d'un mouvement féministe fort et massif, seul à même de renverser la tendance mortifère actuelle et de dessiner les contours d'une société basée sur l'entraide, le respect et la solidarité au lieu de l'exploitation, de la concurrence et de l'individualisme.

Pour construire une mobilisation dans la durée, proposer des cadres d'organisation ou d'auto-organisation partout où cela est possible et permettre une prise de conscience globale féministe, nous appelons à une première date nationale, le jeudi 3 octobre.

Un mois après le début du Grenelle, nous nous mobiliserons dans toute la France pour faire pression sur le gouvernement et pour envoyer un message clair : nous n'attendrons pas après lui pour nous organiser et lutter contre toutes les violences !